



CHAPITRE 83

CHAPTER 83

Loi modifiant la charte de la cité de Drummondville

An Act to amend the charter of the city of Drummondville

[Sanctionnée le 31 janvier 1957]

[Assented to, the 31st of January, 1957]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Drummondville a, par sa pétition, représenté qu'il est dans son intérêt et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 2 George VI, chapitre 113, et les lois qui la modifient, soient de nouveau modifiées aux fins de lui donner de plus amples pouvoirs;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 233,
s. 64,
rempl.
pour la
cité.

1. L'article 64 de la Loi des cités et villes remplacé, pour la cité, par l'article 4 de la loi 11 George VI, chapitre 89, et par l'article 1 de la loi 14-15 George VI, chapitre 80, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant:

Frais de représentation.

"64. Comme frais de représentation, outre les déboursés réels, le maire et les échevins recevront une somme annuelle de trois mille dollars pour le maire et de quinze cents dollars pour les échevins."

S.R.,
c. 233,
s. 143,
rempl.
pour la
cité.
Greffier
spécial.

2. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en remplaçant l'article 143, par le suivant:

"143. Si, le troisième jour de décembre, le greffier n'a pas fait la liste alphabétique des électeurs ou n'a pas

WHEREAS the city of Drummondville has, by its petition, represented that it is its interest and necessary for the good administration of its affairs that its charter, the act 2 George VI, chapter 113, and the acts amending it, be again amended so as to give it more ample powers;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Preamble.

1. Section 64 of the Cities and Towns Act replaced, for the city, by section 4 of the act 11 George VI, chapter 89, and by section 1 of the act 14-15 George VI, chapter 80, is again replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 64,
replaced
for city.

"64. For entertainment expenses, in addition to actual disbursements, the mayor and the aldermen shall receive an annual sum of three thousand dollars for the mayor and fifteen hundred dollars for the aldermen."

Entertainment expenses.

2. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by replacing section 143 thereof, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 143,
replaced
for city.

"143. If, by the third day of December, the clerk has not made the alphabetical list of electors or has not given or

Special clerk.

donné l'avis public requis par l'article 139, la Cour de magistrat ou le juge de district qui la préside, ou, si ce dernier est absent ou incapable d'exercer ses fonctions, un juge de district à qui est assigné le district voisin doit, sur requête sommaire de toute personne ayant droit d'être inscrite comme électeur dans la municipalité, nommer un greffier spécial pour préparer cette liste."

S.R.,
c. 233,
a. 173,
rempl.
pour la
cité.

3. L'article 173 de la Loi des cités et villes, tel que remplacé, pour la cité, par l'article 2 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 65, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant:

Date des
élections.

"173. L'élection générale du maire et des échevins de la cité a lieu tous les trois ans, le premier jour juridique de mai.

Fonctions
prolon-
gées.

Subordonnement aux dispositions de l'article 50 de la Loi des cités et villes, les membres du conseil actuel, ou leurs remplaçants en cas de vacance, restent en fonctions jusqu'aux élections générales du mois de mai 1959."

S.R.,
c. 233,
a. 181,
rempl.
pour la
cité.
Date.

4. L'article 181 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"181. La présentation des candidats à une élection générale a lieu le vingt-quatre avril, de midi à deux heures de l'après-midi. S'il arrive que le jour de la présentation prévu par le présent article soit férié, elle a lieu le premier jour juridique suivant, aux mêmes heures."

Immeu-
bles pour
fins mu-
nicipales
ou indus-
trielles.

5. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, il est loisible au conseil de la cité de Drummondville d'acquérir, construire ou entretenir un ou des immeubles devant servir en totalité ou en partie à des fins municipales ou industrielles et dont le coût total ne devra pas excéder cinq cent mille dollars, subordonnement à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec. Cette clause ne s'applique pas à l'acquisition de bâtisses industrielles existantes.

Location
ou vente.

Le conseil est autorisé à louer ou à vendre le ou lesdits immeubles aux conditions

published the notice required by section 139, the Magistrate's Court or the district judge presiding over such court, for the district, or, in the event of the absence of such judge or of his inability to act, a judge assigned to a neighbouring district shall, on summary petition of any person entitled to be entered as an elector in the municipality, appoint a special clerk to prepare such list."

3. Section 173 of the Cities and Towns Act, replaced, for the city, by section 2 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 65, is again replaced, for the city, by the following:

S.R.,
c. 233,
s. 173,
replaced
for city.

"173. The general election for mayor and aldermen of the city shall be held every three years, on the first juridical day of May.

Date of
elections.

Subject to the provisions of section 50 of the Cities and Towns Act, the members of the present council, or the persons replacing them in case of vacancy, shall remain in office until the general election of the month of May, 1959."

Offices
extended.

4. Section 181 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

S.R.,
c. 233,
s. 181,
replaced
for city.

"181. The nomination of candidates at a general election shall be held on the twenty-fourth day of April, from noon to two o'clock in the afternoon. If the nomination day provided for in this section be a holiday, it shall be held on the first juridical day following, and during the same hours."

Date.

5. Notwithstanding any general law or special act to the contrary, the council of the city of Drummondville may acquire, erect or maintain one or more immovables to be used, wholly or in part, for municipal or industrial purposes, the total cost of which shall not exceed five hundred thousand dollars, subject to the prior approval of the Quebec Municipal Commission. This clause does not apply to the acquisition of existing industrial buildings.

Immove-
ables for
municipal
or indus-
trial pur-
poses.

The council is authorized to rent or sell the said immovable or immovables, upon

Rent or
sale.

qu'il déterminera, pourvu que le prix de vente ne soit pas inférieur au coût desdits immeubles ou immeuble.

Emprunt. Pour les fins susdites, le conseil pourra emprunter une somme n'excédant pas cinq cent mille dollars, par règlement approuvé suivant la loi régissant les emprunts dans les municipalités."

S.R., c. 233, a. 427, am. pour la cité. **6.** L'article 427 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en ajoutant après le paragraphe 33°, le paragraphe suivant:

Conduites d'eau et d'égouts requis. "33°a Pour refuser les permis de constructions sur les rues où il n'y a pas encore de conduites d'eau et d'égouts, à moins qu'il ne soit établi au préalable, à la satisfaction du conseil, qu'il sera pourvu pour la construction projetée à un approvisionnement d'eau potable et à un genre d'égouts sanitaires convenables et suffisants."

S.R., c. 233, a. 472a, remp. **7.** L'article 472a de la Loi des cités et villes, édicté, pour la cité, par l'article 12 de la loi 2 George VI, chapitre 113, est remplacé par le suivant:

Escaliers extérieurs. "**472a.** La cité pourra, par règlement, défendre ou réglementer, dans la cité de Drummondville ou dans certains quartiers ou certaines rues de la cité, la construction à l'avant des maisons ou autres bâtisses, d'escaliers extérieurs donnant accès à tous planchers autres que celui du rez-de-chaussée sauf sur la face donnant sur la cour, et la cité aura le droit de faire enlever, aux frais du propriétaire, tout escalier extérieur qui pourrait être construit en contravention des dispositions de tout règlement qu'elle pourra adopter à ces fins."

S.R., c. 233, a. 526a, aj. pour la cité. **8.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en y ajoutant après l'article 526, le suivant:

Taxe de vente autorisée. "**526a.** 1. Le conseil de la cité peut par règlement imposer et prélever à compter du premier février 1957 inclusivement, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale de deux pour cent, dite taxe de vente, de même nature et conforme aux dispositions de la Loi de l'impôt sur la

such conditions as it shall determine, provided that the selling price is not less than the cost of the said immoveables or immoveable.

For the above purposes, the council **Loan.** may borrow a sum not exceeding five hundred thousand dollars by by-law approved in accordance with the law respecting loan by-laws in municipalities."

R.S., c. 233, s. 427, am. for city. **6.** Section 427 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after paragraph 33, the following paragraph:

"33a. To refuse permits for building on streets where water mains and sewers have not yet been installed, unless it is first shown to the satisfaction of the council that the proposed structure will be provided with a supply of drinking-water and a type of sewers that are sanitary, suitable and adequate." **Water mains and sewers required.**

R.S., c. 233, s. 472a, replaced. **7.** Section 472a of the Cities and Towns Act, enacted, for the city, by section 12 of the act 2 George VI, chapter 113, is replaced by the following:

"**472a.** The city, by by-law, may forbid or regulate the erection of outside stairs, leading to any floor other than the ground floor, on the front of buildings and houses in the city of Drummondville, or in certain wards or streets of the city, save where facing the yard; and the city shall have the right to cause any outside stairs which will be erected in contravention of provisions of any by-law it may adopt for such purposes, to be removed at the expense of the owner." **Outside stairs.**

R.S., c. 233, s. 526a, added for city. **8.** The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after section 526, the following:

"**526a.** 1. The council of the city, may, by by-law, impose and levy, from the first of February, 1957, inclusive, in addition to any other tax, a special tax of two per cent, called sales tax, of the same nature and in accordance with the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised

vente en détail, (Statuts refondus, 1941, chapitre 88, et ses amendements), sur le prix de vente ou d'achat en détail de tous biens meubles, effets mobiliers, marchandises et articles de commerce quelconques, y compris le gaz et l'électricité utilisés pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur, et le service de téléphone vendu ou acheté dans les limites territoriales suivantes:

La municipalité de la cité de Drummondville;

La municipalité de Saint-Simon de Drummond;

La municipalité du village de Drummondville-Ouest;

Percep-
tion.

2. Ladite taxe est prélevée et perçue en même temps, de la même manière, aux mêmes conditions, et avec les mêmes exemptions et sanctions que la taxe perçue en vertu des articles 4, 5, 6 et 12 du chapitre 88 des Statuts refondus, 1941, et ses amendements.

Conven-
tions.

3. La cité est autorisée à faire des conventions avec le ministre des finances de la province pour la perception de la taxe dont l'imposition est permise par la présente loi.

Stipula-
tions.

Ces conventions peuvent stipuler qu'il sera permis au trésorier de la cité d'examiner tout rapport ou état fourni en vertu des dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88, et ses amendements). Ces conventions pourront autoriser le ministre des finances de la province à exercer tous les droits de la cité concernant la perception de la taxe de vente et les poursuites pour infraction à la présente loi.

Partage.

4. Le revenu annuel perçu par la cité et provenant de ladite taxe sera, après déduction faite des dépenses encourues par la cité pour l'imposition et la perception de ce revenu, y compris les frais de recensement s'il y a lieu, partagé tous les trois mois, par la cité entre la corporation de la cité de Drummondville et les corporations des municipalités mentionnées au paragraphe 1 du présent article, en proportion de la population dans chacune desdites municipalités, tel que déterminé par les recensements paroissiaux faits à chaque année dans chacune desdites municipalités, et à défaut de tels recensements, par un recensement spécialement

Statutes, 1941, chapter 88, and its amendments), on the retail sale or purchase price of any moveables, moveable effects, merchandise and any article of trade whatsoever, including gas and electricity used for lighting, power or heating, and telephone service sold or purchased within the following territorial limits:

The municipality of the city of Drummondville;

The municipality of Saint-Simon de Drummond;

The municipality of the village of Drummondville-West;

Collec-
tion.

2. The said tax shall be levied and collected at the same time, in the same way, upon the same conditions and with the same exemptions and sanctions as the tax collected under sections 4, 5, 6 and 12 of chapter 88 of the Revised Statutes, 1941, and its amendments.

3. The city is authorized to enter into agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of the tax the imposition of which is authorized by this act.

Agree-
ments.

Such agreements may stipulate that the treasurer of the city shall be permitted to examine all reports or statements furnished under the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88, and its amendments). Such agreements may authorize the Minister of Finance of the Province to exercise all the rights of the city respecting the collection of the sales tax and actions for infringement of this act.

Stipula-
tions.

4. The annual revenue collected by the city from the said tax shall, after deduction of the expenses incurred by the city for the imposition and collection of such revenue, including the census costs, if need be, be shared every three months by the city between the corporation of the city of Drummondville and the corporations of the municipalities mentioned in subsection 1 of this section, proportionately to the population in each of the said municipalities, as determined by the parish censuses made in each year in each of the said municipalities, and, in default of such censuses, by a census made especially at the end of each

Division.

fait à la fin de chaque année par une ou des personnes choisies et nommées à ces fins par lesdites municipalités.

Partage
par mi-
nistre des
finances.

Si la perception de cette taxe est faite par le ministre des finances de la province en vertu d'une ou de plusieurs conventions intervenues entre le ministre des finances de la province et la cité, un partage sera fait dans les trente jours des remises par le ministre des finances de la province à la cité; et dans le cas de telle perception de la taxe par le ministre des finances de la province, la cité conserve, contre l'acheteur qui a refusé ou négligé de payer la taxe, son recours en recouvrement de cette taxe, et cette créance est privilégiée sur les biens et effets mobiliers de l'acheteur et prend le même rang que toute autre taxe personnelle ou mobilière due à la cité."

year by one or more persons chosen and appointed to the purpose, by the said municipalities.

If such tax is collected by the Minister of Finance of the Province under one or more agreements made between the Minister of Finance of the Province and the city, an apportionment shall be made within thirty days of the remittances by the Minister of Finance of the Province to the city; and if such tax is collected by the Minister of Finance of the Province, the city shall retain against any purchaser who has refused or neglected to pay the tax, its recourse for the recovery of such tax, and such claim shall be privileged on the moveables and moveable effects of the purchaser and shall have the same rank as any other personal or moveable tax due to the city."

Appor-
tionment
by Min-
ister of
Finance.

S.R.,
c. 233,
a. 593,
am. pour
la cité.
Procé-
dure.

9. L'article 593 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en remplaçant le dernier alinéa par le suivant:

"Le greffier, agissant comme secrétaire de l'assemblée, lit le présent article et le règlement et soumet celui-ci aux électeurs présents et habiles à voter sur ce règlement. Si avant qu'il se soit écoulé une heure depuis l'ouverture de l'assemblée, vingt-cinq de ces électeurs présents demandent que le règlement soit soumis pour approbation aux électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables, le président de l'assemblée doit fixer le jour de vote sur ce règlement, à une date appropriée dans les quarante jours suivant cette assemblée; dans le cas contraire, le règlement est réputé avoir été approuvé par les électeurs."

9. Section 593 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by replacing the last paragraph by the following:

"The clerk acting as secretary of the meeting shall read the present section and the by-law and submit the latter to the electors present and qualified to vote on such by-law. If, within one hour of the opening of the meeting, twenty-five of such electors who are present demand that such by-law be submitted for the approval of the municipal electors who are owners of taxable immovables, the chairman of the meeting shall fix, for voting on such by-law, a suitable date within the forty days following such meeting; otherwise, the by-law is deemed to have been approved by the electors."

R.S.,
c. 233,
s. 593,
am. for
city.
Proce-
dure.

Entrée en
vigueur.

10. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

10. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.